



La Commune



Tous ensemble pour l'amnistie totale et la réindexation

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 84 – mardi 22 janvier 2019

Le « grand débat » tombe toujours plus bas. Au point où madame Schiappa doit se produire en spectacle avec le grand philosophe Hanouna. C'est signe que cette manœuvre de basse-cour ne prend pas.

Nous n'avons pas de conseil à donner à la bande à Macron mais on ne peut pas tout à la fois se draper dans un grand débat et insulter la terre entière (plus particulièrement la masse des GJ, en lui attribuant, par exemple, des leaders... sélectionnés par les medias institutionnels). En procédant ainsi, ces intelligents sabordent eux-mêmes LEUR débat. Ils montrent, comme l'a fort bien souligné, René Revol (maire « insoumis » de Souillac) que sous ce faux jour, ils font campagne pour LEURS « européennes ». C'est, comme il le dit très bien, le MOYEN de leur campagne.

Là n'est pas l'essentiel. L'essentiel selon nous, c'est la bataille unie des syndicats et associations pour l'AMNISTIE TOTALE, c'est le front unique de la mobilisation en gilets jaunes et des syndicats, de bas en haut et de haut en bas pour la REINDEXATION DES SALAIRES, PENSIONS, ALLOCATIONS. C'est aussi la lutte pour DEGAGER MACRON.



Nous avons donc du mal à comprendre ces syndicalistes d'en haut qui prônent, en quelque sorte, un autre grand débat et se chargent eux-mêmes de l'engager.

Grands débats, pas question ! Mobilisation pour arracher les revendications !

Le débat dans la CGT a-t-il eu seulement lieu ? Visiblement, non ! En conséquence, les gilets jaunes, les syndicalistes débattent entre eux.

Nous le redisons : une barricade n'a que deux côtés, le côté de la barricade et le côté du manche. Aucun casque bleu, casque blanc ou même casque rouge ne saurait arbitrer, aucun « arbitrage » n'est possible et nul ne peut prétendre être à la fois contre ceux qui sont du côté de la barricade et ceux qui sont du côté du manche.

Nous sommes donc contents que d'autres courants politiques, indépendamment de nous, se placent comme nous du côté de la barricade. De nombreux secteurs du PCF, le NPA, Lutte ouvrière et le POI (Parti Ouvrier Indépendant – à ne pas confondre avec les chefs du POI-D qui mènent campagne contre les GJ, comme nous l'avons indiqué dans nos Lettres précédentes)

Ainsi, dans le tract national du POI, nous lisons :

« La force de ce premier soulèvement a résidé dans **la spontanéité de son surgissement** qui lui a permis d'échapper au carcan des vieilles directions. Seule la méfiance à l'égard de toutes les tentatives faites de l'extérieur pour « organiser » le mouvement, le doter de « représentants » et d'un « programme » lui a fourni l'énergie, la confiance dans ses propres forces et la sympathie de l'immense majorité du peuple de ce pays. »

Cela recoupe notre propre analyse, depuis le début. Pourtant, ils n'ont pas « copié » sur nous et nous n'avons pas « copié » sur eux. C'est une analyse logique, tout simplement.

S'agissant des rapports entre GJ et syndicats, nous réaffirmons : MARCHER SEPARÉMENT, FRAPPER ENSEMBLE, POUR L'AMNISTIE, POUR LA REINDEXATION.

En ce sens, nous ne pouvons manquer de citer la MOTION DE LA COMMISSION CONVERGENCE DES GILETS JAUNES DE LYON ET ENVIRON, AG DU 14/01/2019 (extrait) « Les manifestations de rue, répétées de semaine en semaine, les actions de blocage et de péages gratuits ont permis d'affaiblir Macron et son gouvernement au service des riches et du CAC 40. Pour porter le coup décisif à ce gouvernement, il convient désormais d'amplifier cette lutte de masse et de la porter sur le terrain des entreprises et des services, par la construction de la grève générale. Pour ce faire, nous invitons les Gilets jaunes et les syndicats à se rencontrer à tous les échelons : entreprises, groupes, localités, administrations ; et à fixer sans attendre une date de mobilisation. »

A noter également

Appel de l'Union Locale CGT d'Angers

A seule fin d'étouffer la mobilisation des gilets jaunes et de ne pas répondre à leurs exigences, Macron et son aéropage (ministres et députés) ont décidé d'impulser un "grand débat national".

Face à la revendication la plus populaire du mouvement qui est le rétablissement de l'ISF-mesure qui ne serait que symbolique car il ne s'agit même pas de dépouiller les capitalistes de leur fortune- tel un monarque, Macron y met son veto !

Dans les textes et les interventions de Macron, jamais il n'est fait mention des salaires, de l'emploi ou du niveau des pensions. On ne peut apparemment à peine en parler, car cela serait en dehors du sujet !

Bien entendu, comme dans toutes les prétendues démocraties où règne la dictature sans pitié d'un monde dirigé par quelques dizaines de grandes familles capitalistes, nous pouvons rédiger tous les cahiers de doléances que l'on veut...mais dans les faits ils s'en moquent.

Hélas, le problème n'est pas seulement de dire ce que l'on pense. Car cela, des dizaines de milliers de manifestants, gilets jaunes ou pas, le font depuis plus de trois mois. Le vrai problème est de créer un rapport de force dans la rue, mais aussi dans les entreprises, là se font les bénéfices de ceux qui régissent le système capitaliste.

Face à ce prétendu grand débat, la manifestation de samedi est une réponse à laquelle nous comptons bien nous associer pour défendre les revendications du monde du travail portant sur les salaires, les pensions et la défense de la protection sociale.

Nous appelons donc, en toute indépendance et sans aucun esprit de récupération, nos militants et l'ensemble des collègues de travail que nous côtoyons à y participer :

- Pour défendre un SMIC à 1800 euros et des pensions qui ne peuvent être inférieures à ce même salaire minimum.

- Pour une indexation des salaires sur l'augmentation réelle du coût de la vie.

- Pour le plein emploi, la défense des intérêts des jeunes les plus défavorisés qui doivent pouvoir accéder à des études dignes de ce nom.

- Pour la libération des emprisonnés et l'arrêt de toutes les poursuites judiciaires.

L'union fait la force ? Et bien allons-y !

Angers, le 16 janvier 2019

Si, dans les jours qui viennent, la tendance à la grève générale avec les organisations syndicales se confirme, les calculs de Macron qui mise sur un hypothétique essoufflement et une radicalisation « sécuritaire » d'une partie de l'opinion publique (minoritaire) voleront en éclat, il ne restera alors qu'à « le faire choir ». Le seul obstacle sérieux à la grève générale, c'est Martinez-Veyrier¹ qui n'a, jusqu'à présent, pas besoin de se faire prier pour « entrer » dans ce calcul glauque de la bande à Macron. A ce jeu, ces mauvais dirigeants risquent d'être délogés à leur tour « de bas en haut ».

Mardi 22 janvier 2019

1 Veyrier - nouveau secrétaire général confédéral FO

Modifié le mardi 22 janvier 2019

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>